

- I^{ère} partie : Études quantitatives -

**2. L'évolution de 49 marchés publics d'achats de livres
depuis 1997 :**
une analyse des « générations de marchés » de bibliothèques
à travers les avis publiés au BOAMP et au JOUE *

SOMMAIRE

2.1. Éléments de méthode.....	50
2.1.a. L'actualisation d'une démarche initiée en 2005.....	50
2.1.b. Avantages et limites d'une méthode.....	52
2.1.c. Une source ingrate : quelques précisions sur l'utilisation à des fins statistiques des données BOAMP et JOUE.....	54
Encadré 1 – L'impact des évolutions du cadre réglementaire (1) : les obligations de publicité.....	55
Encadré 2 – L'impact des évolutions du cadre réglementaire (2) : la nature des informations publiées.....	57
Encadré 3 – Principe de collecte et traitements effectués.....	59
2.2. Principaux résultats.....	61
2.2.a. Le profil des marchés étudiés.....	61
2.2.b. L'accès de la librairie aux 49 marchés étudiés.....	62
Encadré 4 – La question du rabais.....	68
2.2.c. Évolution selon le type de bibliothèques.....	70
2.2.d. Évolution selon la taille des librairies	72
Encadré 5 – Quelques observations sur les modalités de passation des marchés.....	76
Conclusion : Une contribution importante pour l'évaluation des effets de la loi de 2003.....	77

* Rapport établi par Hervé Renard et Sébastien Respingue-Perrin. L'exploitation des données a été réalisée par Sébastien Respingue-Perrin (élargissement du panel, codage et traitements préparatoires) et Hervé Renard (traitements et analyses statistiques), avec la collaboration de Geoffroy Pelletier et d'Éléonore Clavreul (MCC/DGMIC, Service du livre et de la lecture, département de l'édition et de la librairie et Observatoire de l'économie du livre).

La collecte des avis utilisés dans le cadre de cette étude a été assurée successivement, depuis 1998, par Hervé Renard, Cyril Garcia et Hélène Fortuit.

2.1. Éléments de méthode

2.1.a. L'actualisation d'une démarche initiée en 2005

Ce rapport constitue l'actualisation d'une note interne de tendance réalisée au printemps 2005 par l'Observatoire de l'économie du livre (OEL) pour la Direction du livre et de la lecture (DLL) sur l'évolution des modalités d'attribution des marchés publics d'achat de livres des bibliothèques publiques.

Vingt mois après l'entrée en vigueur de la loi du 18 juin 2003 sur la rémunération du prêt en bibliothèque – et seize mois après celle du nouveau Code des marchés publics –, la DLL souhaitait en effet disposer de premiers éléments d'évaluation de l'impact du plafonnement des rabais sur les ventes de livres non scolaires, à la fois sur l'évolution des budgets d'acquisition des bibliothèques et sur l'évolution de l'accès de la librairie aux marchés de ces établissements.

Pour ce faire, deux types de travaux avaient été mis en œuvre :

- une enquête légère auprès d'un échantillon d'une cinquantaine de bibliothèques de lecture publique sur l'évolution de leurs achats de livres entre 2000 et 2005 (montants, procédures, fournisseurs, rabais) ;
- et, en s'appuyant sur la base des avis d'attribution de marchés d'achats de livres publiés au BOAMP (Bulletin officiel des annonces des marchés publics) et au JOUE (Journal officiel de l'Union européenne) recueillis par l'Observatoire depuis 1998, l'analyse des évolutions des modalités d'attributions d'un échantillon constant de marchés de bibliothèques.

En dehors de l'interrogation directe des bibliothèques ou des fournisseurs, et bien qu'elle ne couvre qu'une partie de l'achat public de livres, cette double source était en effet (et demeure) la seule qui était disponible avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juin 2003, et donc la seule à permettre d'évaluer l'impact de la loi sur les modalités d'achat de livres des collectivités.

Mauvais calendrier pour l'envoi du questionnaire de l'enquête légère ou signe de mauvaise humeur envers le ministère de la Culture pour avoir porté une loi dont l'un des aspects – le plafonnement des rabais – avait été plutôt mal vécu par les bibliothèques¹ ? Toujours est-il que l'interrogation directe de l'échantillon de bibliothèques de lecture publique s'était traduite par un taux de retour particulièrement faible et des réponses majoritairement si peu complètes ou exploitables² qu'il fut rapidement décidé de ne pas mener l'enquête à son terme.

L'analyse des avis d'attribution parus au BOAMP et au JOUE permet en revanche de dégager de premières tendances.

¹ Malgré la mise en place par ce même ministère, via le Centre national du livre, d'un plan d'accompagnement sur deux ans destiné à amortir la charge que représentait ce plafonnement pour les collectivités et qui consistait à verser aux collectivités qui avaient décidé d'augmenter leurs budget d'acquisition de livres en vue de maintenir constant leur volume d'acquisition une subvention d'un montant équivalent à la hausse de leur budget. Cf. <http://www.centrenationaldulivre.fr/?Blan-2004-du-plan-d-accompagnement>.

² Les bibliothécaires qui avaient retourné le questionnaire semblant avoir eu des difficultés à reconstituer sur la période souhaitée l'historique des achats de livres de leur établissement par fournisseur et type de procédure.

La démarche suivie pour mener cette analyse avait consisté à établir un échantillon constant aussi complet que possible de marchés d'achats de livres de bibliothèques pour lesquels les avis contenus dans la base (1997-2005) permettaient de reconstituer un historique minimum de trois « générations ³ » de marchés suffisamment renseignés (montant, durée, nature des lots, attributaires) dont une après l'entrée en vigueur de la loi du 18 juin 2003 et de voir si ces marchés avaient ou non évolué dans un sens favorable à la librairie .

Compte tenu de la période relativement courte couverte par la base ⁴, du nombre restreint d'avis publiés en début de période et, comme on le verra plus loin, du degré de détail très variable des informations contenues dans les avis, cette reconstitution ne s'était avérée possible que pour 22 marchés – nombre relativement faible compensé en partie par des montants moyens assez élevés – représentant un peu plus de 4 % des achats annuels des bibliothèques publiques.

Pour les 22 marchés étudiés en 2005 (7 marchés de BDP, 8 marchés de BM et 7 marchés de BU), il ressortait que :

- les marchés les plus récents (2004 et 2005) étaient nettement plus favorables aux librairies que les marchés antérieurs dans un cas sur deux (11 bibliothèques sur les 22 analysées) ;
- qu'à l'inverse, seul un de ces 22 marchés avait évolué dans un sens nettement plus favorable aux autres fournisseurs (grossistes ou fournisseurs spécialisés des collectivités) ;
- et enfin, que la situation était stable pour les 10 autres.

Sur le panel étudié, cette première évaluation montrait que la loi du 18 juin 2003 avait eu un effet globalement bénéfique pour restaurer l'accès des librairies aux marchés de bibliothèques.

Dans le cadre de l'étude sur les marchés publics d'achats de livres lancée au printemps 2009 à l'initiative du Conseil du livre, il a été décidé de procéder à l'actualisation de ce premier travail et, dans la mesure du possible, à son élargissement à de nouveaux marchés.

Au total, les données relatives à 27 marchés supplémentaires ont pu être trouvées et s'ajouter aux données actualisées des 22 marchés étudiés en 2005, soit **un nombre total de 49 marchés**, représentant un montant d'achat annuel estimé à près de 15 M EUR, soit **un peu moins de 15 % des achats des bibliothèques publiques**.

On trouvera en **annexe 3** les données de base des générations successives de ces 49 marchés ⁵.

³ Les marchés publics d'achats de livres sont en effet le plus souvent des marchés pluriannuels, d'une durée de 3 ans au moment de la réalisation de cette première étude et, plus récemment, de 4 ans. On peut donc considérer que chacun d'entre eux constitue une « génération de marché ».

⁴ Notamment au regard du caractère pluriannuel des marchés.

⁵ Outre les 49 marchés étudiés dans le présent rapport, l'annexe 3 inclut également, mentionnées pour mémoire, les données relatives à trois autres marchés qui se sont finalement avérés insuffisamment renseignés pour faire l'objet des traitements statistiques souhaités.

2.1.b. Avantages et limites d'une méthode

une méthode plus instructive qu'une exploitation exhaustive

Lors de la conception du dispositif de l'étude de 2009 sur les marchés publics d'achat de livres, l'analyse des « générations de marchés » a été préférée à des exploitations de type exhaustif, qu'il s'agisse :

- de l'exploitation de la totalité de la base des données BOAMP et JOUE recueillies depuis 1997, extrêmement lourde compte tenu du travail d'enrichissement nécessaire à l'exploitation des avis ⁶ (*voir ci-dessous 2.1.c.*) ;
- ou de l'analyse « en coupe », un temps envisagée, de la totalité des avis publiés au cours de 3 années situées un peu avant, juste après et quelques années après l'entrée en vigueur de la loi de 2003 (par exemple : 2001, 2005 et 2009).

Si la lourdeur de ces deux formules d'analyse des données a naturellement pesé dans le choix de la méthode « générations de marchés », plus légère à mettre en oeuvre, l'élément décisif qui explique qu'elle ait été retenue est que – de façon à première vue paradoxale – elle est surtout beaucoup plus riche d'enseignements au regard des objectifs de l'étude.

En effet, compte tenu des évolutions successives du cadre des marchés publics intervenues à partir de 2001 (*voir encadrés 1 et 2*), la répartition par type de fournisseurs des marchés publiés au BOAMP et au JOUE reflète au moins autant l'évolution des choix des acheteurs publics en matière de procédure de marchés et de leurs pratiques de publicité que les tendances effectivement à l'oeuvre sur le marché des ventes aux collectivités.

On illustrera ce point en prenant l'exemple d'une collectivité qui :

- en 2001, ne publiait pas d'annonces au BOAMP ni au JOUE ;
- en 2005, avec la formalisation croissante des procédures et la règle du « marché au premier euro » introduite par le CMP 2004, met en place une procédure d'appel d'offres qu'elle publie au BOAMP en indiquant les montants prévisionnels du marché ;
- et en 2009, continue de publier un avis au BOAMP mais, comme le Code des marchés l'y autorise explicitement depuis 2006, n'indique plus de montants prévisionnels.

Dans une analyse de type exhaustif, le marché de cette collectivité sera donc pris en compte dans la répartition par type de fournisseurs en 2005, mais pas en 2001 (puisque'elle ne publiait pas d'avis) et de façon peu exploitable en 2009 (puisque'elle n'indique pas le montant des lots attribués aux fournisseurs).

Du simple fait de ses choix en matière de procédure ou de publicité, cette collectivité sera donc prise en compte ou non pour le calcul de la répartition par type de fournisseurs des années 2001, 2005 et 2009.

⁶ La base des avis collectés par le SLL est en effet d'abord une base de données brute rassemblant sous forme électronique le texte des avis publiés au BOAMP et au JOUE. Seules les données des avis parus en début de période ont été structurées en base de données : d'abord pour une exploitation statistique exploratoire réalisée en 1999 sur des données BOAMP 1997-1998 puis, un peu plus tard, avec l'amélioration des outils de collecte, sur une base exhaustive des avis BOAMP et JOUE 1999-2001.

Dès lors, bien qu'elle soit *a priori* plus rassurante en termes de couverture du champ (puisque provenant d'une exploitation exhaustive des données disponibles), la comparaison de la répartition par type de fournisseurs entre ces trois années est en fait singulièrement biaisée. Sur cet exemple précis, ce sont bien en effet les choix de cette collectivité en matière de procédure de marché et de publicité que reflètera une analyse de type exhaustif des données BOAMP et en aucune manière l'évolution de ses choix en matière de fournisseurs.

Autrement dit, les analyses de type exhaustif ont un caractère faussement rassurant :

- parce que, d'une part, l'exhaustivité des marchés de bibliothèques publiés au BOAMP ou au JOUE n'est pas l'exhaustivité des achats de livres des bibliothèques : le relevé exhaustif des avis publiés ne constitue qu'une partie des achats, passée au filtre des obligations de publicité du Code des marchés ;
- et parce que, d'autre part, d'une époque à l'autre, les obligations de publicité sur les marchés ne sont pas les mêmes et que les décisions prises par les collectivités en matière de publicité peuvent également varier. La comparaison de relevés exhaustifs réalisés à différentes époques reviendrait donc à comparer des parties de l'ensemble des achats de livres des bibliothèques qui ne sont en fait pas comparables car elles ont été constituées avec des filtres différents.

Par définition, l'analyse des générations de marchés prémunit contre ce risque.

les limites de la méthode

La principale limite de la méthode des générations de marché est que le panel des cas étudiés ne constitue pas un échantillon représentatif, au sens statistique, des marchés publics d'achats de livres, et ce à double titre.

- En premier lieu parce que les marchés faisant l'objet d'une publication d'avis au BOAMP ou au JOUE ne constituent qu'une partie de l'ensemble des marchés publics d'achats de livres. On précisera à ce sujet :

- que la part qu'ils représentent a varié au cours de la période étudiée, en raison des évolutions des obligations de publicité et des seuils de publication du Code des marchés publics (*voir encadré 1*) ;
- et que, par construction, il s'agit plutôt (mais pas exclusivement) de marchés importants, notamment en début de période ;

- mais aussi parce que, compte tenu du caractère à la fois inégal et variable dans le temps des informations contenues dans les avis, les marchés retenus l'ont été d'abord sur le **simple critère de disponibilité des données**, et non sur des critères de représentativité statistique.

À cet égard, l'élargissement du panel de 22 à 49 marchés, s'il rend les résultats de l'analyse plus significatifs, n'en fait pas pour autant un échantillon représentatif, ni des marchés dont les avis ont été publiés au BOAMP ou au JOUE, ni *a fortiori* de l'ensemble des achats de livres des bibliothèques.

Malgré ces limites, et en l'absence de source alternative pour la période antérieure à l'entrée en vigueur de la loi, l'analyse des générations de ces 49 marchés de livres des bibliothèques fournit, sur un ensemble diversifié de types d'établissements représentant un poids non négligeable des achats de livres des bibliothèques publiques, **des indications de tendance significatives des évolutions de leurs modes d'approvisionnement depuis 1997.**

2.1.c. Une source ingrate : quelques précisions sur l'utilisation à des fins statistiques des données BOAMP et JOUE

L'analyse des « générations de marchés » à partir des avis parus au BOAMP et au JOUE se heurte à deux types de difficultés :

- la relative étroitesse de la base en début de période ;
- et les contraintes inhérentes à ces sources pour l'exploitation des données.

l'étroitesse de la base en début de période

L'un des critères constitutifs du panel étant l'existence d'un point de mesure antérieur à l'entrée en vigueur de la loi en août 2003, sa taille sera en partie déterminée par le nombre de marchés pour lesquels au moins une information complète (un « point de mesure ») est disponible avant 2003.

Or, même s'il a eu tendance à augmenter entre 1997 et 2003, le nombre des avis d'attribution de marchés d'achats de livres par les bibliothèques publiés à cette période était très sensiblement plus faible qu'il ne l'est aujourd'hui.

À titre d'exemple, il était de 78 en 1998, dont seulement 45 avec indication du montant ; le matériau était un peu plus riche deux ans plus tard avec 123 avis publiés en 2000, dont 89 avec indication de montant ⁷.

Mais quelle qu'ait pu être l'augmentation du nombre d'avis induite par la généralisation de la publication des avis au BOAMP et au JOUE résultant des réformes du Code des marchés ou des décisions jurisprudentielles (*encadré 1*), la taille du panel reste strictement conditionnée par le nombre d'avis disponibles en début de période.

une source ingrate pour l'utilisation à des fins statistiques, surtout sur longue période

Les premières tentatives d'exploitation à des fins statistiques des avis parus au BOAMP remontent à 1998. Elles sont liées à la réflexion que menait alors la Direction du livre et de la lecture sur la question du droit de prêt et qui, à la suite de l'étude *Les bibliothèques, acteurs de l'économie du livre* ⁸, continuait de se nourrir des différents éléments qui pouvaient être rassemblés sur l'interaction des bibliothèques avec la chaîne économique du livre.

Les avis n'étaient alors disponibles que sous forme papier ou sur Minitel ⁹, c'est-à-dire des supports bien moins maniables pour la collecte des données que les sites internet existant aujourd'hui ¹⁰.

Les avis publiés à cette époque présentaient cependant des caractéristiques – pour la plupart toujours présentes dans les avis actuels – qui rendent leur utilisation à des fins statistiques à la fois lourde et frustrante.

⁷ Source : Observatoire de l'économie du livre, traitement exploratoire des données 1997-1998 et traitement exhaustif des données janvier 1999-décembre 2001.

⁸ Étude réalisée en 1995 par l'Observatoire de l'économie du livre pour la DLL, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, le SNE et la SCAM-SGD. Voir notamment la synthèse publiée dans le *Bulletin d'informations* de l'ABF, n° 166, 1^{er} trimestre 1995 ou l'article « Achat et emprunt de livres : concurrence ou complémentarité », BBF, t. 40, n° 5, 1995.

⁹ 3615 BOAMP, sur lequel les avis ne restaient en ligne que le temps de leur validité et, plus tardivement, 3617 BILMP, plus sophistiqué (les attributions restaient consultables au-delà de la période de validité) mais aussi plus coûteux.

¹⁰ www.boamp.fr (créé en juillet 1999) et <http://ted.europa.eu> (depuis septembre 2001).

Encadré 1 – L'impact des évolutions du cadre réglementaire (1) : les obligations de publicité

Les obligations des collectivités en matière de publicité, qui constituent une dimension essentielle des procédures de mise en concurrence, sont prévues à l'article 40 du Code des marchés publics :

- procédures formalisées : au-dessus des seuils de procédure formalisée – soit, depuis le 1^{er} janvier 2010, 125 000 € HT pour l'État et 193 000 € HT pour les collectivités locales –, les marchés doivent être passés suivant la procédure d'appel d'offres (AO) ; l'article 40-III du CMP rend obligatoire la publication concomitante d'un avis d'appel public à la concurrence (AAPC) au BOAMP et au JOUE ;
- procédures adaptées :
 - pour les marchés inférieurs à ces seuils mais dépassant 90 000 € HT, l'État et les collectivités locales sont tenus de publier soit au BOAMP, soit dans un journal habilité à recevoir des annonces légales (JAL). Un marché peut ainsi être publié au BOAMP, puis être uniquement publié dans un JAL lors de son renouvellement ;
 - au dessous du seuil de 90 000 € HT (les anciens « marchés sans formalités préalables [MFSP] » dans le Code des marchés de 2001), le pouvoir adjudicateur est soumis à une obligation de publicité, mais il est libre de choisir son ou ses supports de publicité, qui doivent cependant être adaptés en fonction du montant du marché.
 Cette liberté d'appréciation laissée aux acheteurs publics explique que l'on trouve sur le site du BOAMP un certain nombre d'avis pour des marchés à procédure adaptée (MAPA) inférieurs à 90 000 € HT

Il importe de souligner que **la réglementation des obligations de publicité comme son application ont fortement évolué depuis la fin des années 1990**, notamment pour ce qui est des marchés de moins de 90 000 € HT.

Jusqu'en 2004, ces marchés ne faisaient en effet l'objet d'aucune obligation de publicité, comme leur appellation dans le Code 2001 (marchés sans formalités préalables) l'indiquait d'ailleurs explicitement.

De ce fait, la possibilité de reconstituer des historiques complets pour ces marchés à partir du BOAMP est donc pratiquement nulle.

En 2004, le Manuel d'application du (nouveau) Code des marchés publics précisait en ces termes l'esprit dans lequel devait être mise en œuvre la nouvelle obligation de publicité pour cette catégorie de marchés :

« Entre 4 000 € HT et 90 000 € HT, il convient surtout de garder à l'esprit l'idée de proportionnalité des mesures de publicité à mettre en œuvre. Il est évident que, plus les montants augmentent, plus il faudra que les mesures de publicité soient conséquentes. Tout dépend des situations. »

Plusieurs décisions jugèrent cependant que les mesures de publicité par voie de presse mises en œuvre par certaines collectivités pour des marchés de moins de 90 000 € HT étaient insuffisantes, rendant les acheteurs publics de plus en plus prudents en matière de publicité, ce qui se traduisit par un recours à la publication au BOAMP beaucoup plus fréquent pour ce type de marchés, alors même qu'aucune modification réglementaire d'ampleur n'était intervenue.

La circulaire du 29 décembre 2009 relative au *Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics*, publiée quatre ans après la réforme du Code de 2006, définit de façon plus précise que le Manuel de 2004 la notion de modalités de publicité « satisfaisantes » :

« L'achat sera regardé comme effectué dans des conditions satisfaisantes au regard des principes de la commande publique si, dans les faits, les moyens de publicité utilisés permettent aux prestataires potentiels, sans considération de nationalité ou de taille, d'être informés de l'intention d'acheter et, de la description précise du besoin, pour obtenir une diversité d'offres suffisante, pour garantir une réelle mise en concurrence. Ne sont retenues comme pertinentes que les mesures procédant de l'initiative propre du pouvoir adjudicateur. Les mesures de publicité intervenues indépendamment de sa volonté sont sans influence sur la régularité des mesures de publicité auxquelles il a procédé. L'accent est donc mis sur la responsabilité individuelle qui incombe à chaque acheteur public.¹¹ »

• *des avis d'attribution parfois laconiques*

Les avis d'attribution parus en début de période pouvaient se résumer à la simple mention du nom de l'acheteur public, de la nature du marché (« achats de livres pour la bibliothèque municipale ») et du nom (parfois sans adresse ni localité) du ou des attributaires des « lots 1 et 3 » (sans autre précision).

La collecte des avis devait (et doit) donc s'étendre aux avis de marché (AAO ou AAPC) où étaient précisées la nature des lots et, éventuellement, la durée du marché et son montant.

¹¹ Le texte invite de plus les acheteurs à utiliser le BOAMP : « L'information des candidats potentiels peut également être diffusée au BOAMP, dans la presse quotidienne régionale ou la presse spécialisée. »

La publication des avis au JOUE, à l'origine plus formalisée qu'elle ne l'était au BOAMP, puis l'utilisation obligatoire de formulaires standard plus détaillés au BOAMP (*voir encadré 2*) ont cependant progressivement contribué à raréfier ces avis laconiques.

• ***des avis de marché sans avis d'attribution***

En étendant la collecte aux avis de marchés, on observe vite que ceux-ci sont en moyenne deux fois plus nombreux que les avis d'attribution.

C'est toujours le cas aujourd'hui, alors même que le Code stipule que « *l'avis d'attribution est publié dans l'organe qui a assuré la publication de l'avis d'appel public à la concurrence et selon les mêmes modalités de transmission que celles définies à l'article 40 du présent code* » (article 85-II du CMP 2006).

• ***des avis sans indication de montant***

Élément qui vient singulièrement restreindre les possibilités de traitement statistique : le montant des marchés n'est pas toujours mentionné sur les avis de marchés, notamment pour les marchés à bons de commande, très utilisés par les bibliothèques (*voir encadré 2*). La réforme du CMP 2006 a d'ailleurs officialisé la possibilité pour la collectivité de ne plus publier de montant indicatif ¹².

• ***des fourchettes du simple au quadruple***

Qui plus est, lorsque le montant prévisionnel du marché est indiqué, il l'est dans la très grande majorité des cas sous la forme d'une fourchette minimum/maximum qui était initialement du simple au triple (une fourchette, déjà confortable, expressément prévue jusqu'en 1999 par le Code des marchés et qui a survécu par habitude dans les pratiques actuelles des acheteurs) et qui, depuis 1999, peut aller jusqu'au quadruple ¹³.

Si l'on comprend l'utilité pour la bibliothèque de ne pas se lier les mains par des indications de montant trop précises, l'amplitude de cette fourchette indicative (et son accroissement récent) rend la pondération des marchés très approximative. Faute d'éléments précis sur la comparaison entre ces montants prévisionnels et les budgets consommés, elle ne laisse guère d'autre choix que de retenir comme indicateur simple du montant du marché que la moyenne entre le minimum et le maximum mentionnés.

On ajoutera qu'il convient en outre de contrôler les montants mentionnés par l'avis d'attribution par ceux figurant sur l'avis de marché, car il arrive également que le montant indiqué soit en fait le montant maximum du marché, sans toutefois que cela soit précisé explicitement.

• ***et des montants TTC ou HT***

Dernier « piège » pour les traitements statistiques (bien mineur au regard de l'amplitude des fourchettes) : la majorité des montants indiqués sont exprimés hors taxes, mais ils l'étaient souvent toutes taxes comprises en début de période.

¹² Fortement dénoncée, surtout par les libraires, dans les entretiens en région menés dans le cadre de l'enquête qualitative.

¹³ Décret n° 99-331 du 29 avril 1999 relatif aux marchés à bons de commande et modifiant le code des marchés publics, JO du 02/05/1999.

Encadré 2 – L'impact des évolutions du cadre réglementaire (2) : la nature des informations publiées

Les changements intervenus au cours de la période ont été plus importants encore s'agissant de la nature des informations publiées.

La circulaire d'application du Code des marchés de 2001 laissait en effet une grande latitude aux acheteurs quant aux mesures de publicité des AAPC non soumis aux procédures communautaires :

« Il est recommandé (pour les marchés non soumis aux publicités communautaires) de se référer également à ces modèles qui contiennent :
 - l'identité et les coordonnées de la personne publique ainsi que de la personne responsable du marché ;
 - les caractéristiques procédurales : le mode de passation choisi, et le cas échéant la justification du recours à l'urgence ;
 - pour les marchés de fournitures : la nature des produits à fournir, en indiquant, notamment, si les offres sont sollicitées en vue d'un achat, d'un crédit-bail, d'une location ou d'une location-vente ou d'une combinaison de ceux-ci, le numéro de référence de la nomenclature, la quantité des produits à fournir, en indiquant notamment les options concernant des achats complémentaires, dans le cas de marchés reconductibles, le calendrier des marchés publics ultérieurs pour les achats envisagés. »

L'exigence de formalisation des avis de marchés n'a cependant cessé d'augmenter au fur et à mesure des refontes du Code, par enrichissement successif des modèles rédigés par le ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi.

Ainsi, l'article 40-V du CMP 2006 prévoit expressément que les avis publiés correspondant à des procédures formalisées doivent être conformes au modèle fixé par arrêté du ministre chargé de l'Économie.

Le formulaire actuel comprend obligatoirement :

- un descriptif précis des lots (classification CPV ¹⁴, objet principal, quantité, montant) ;
- les critères d'attributions, avec leur pondération ;
- les capacités du candidat ;
- tout renseignement utile concernant le pouvoir adjudicateur et la forme du marché.

Ce texte a remplacé et enrichi les deux précédents modèles fixés par les arrêtés et du 30 décembre 2002 (pour mémoire, ce premier arrêté ne concernait que les avis publiés au JOUE, et donc uniquement les marchés passés en appel d'offres au-dessus du seuil de procédure formalisée) et celui du 30 janvier 2004.

En fonction de l'actualité juridique (et principalement jurisprudentielle), les AAPC et les AA collectés au BOAMP contiennent donc des informations plus ou moins riches ¹⁵ dont la nature variable rend le contenu plus ou moins exploitable à des fins statistiques – à commencer par l'indication du montant des marchés.

l'indication du montant

Le code des marchés de 2006 a en effet définitivement mis fin à l'obligation de fixer « *le minimum et le maximum en valeur ou en quantité* » des marchés. Les marchés à bons de commande peuvent désormais « *prévoir un minimum ou un maximum en valeur ou en quantité ou être conclus sans minimum ni maximum* » (A77-1), laissant une grande marge de manœuvre aux services des marchés lors de la publication.

La présence du montant n'est pas pour autant systématique dans les AAPC publiés avant 2006. Les codes 2001 et 2004 rendaient certes obligatoire la mention du montant, mais l'un comme l'autre permettaient également le recours à une procédure dérogatoire. L'article 72 du CMP 2001 prévoyait ainsi que « *par dérogation dûment motivée dans le rapport de présentation, lorsque le volume du besoin et sa survenance ne peuvent être a priori appréciés par la personne publique contractante, il peut être conclu un marché sans minimum ni maximum* » – disposition reprise à l'article 71-2 du CMP 2004.

¹⁴ La classification CPV (Common Procurement Vocabulary) est un système de classification unique pour les marchés publics élaborée par la Commission européenne (la première version date de 1993) visant à « standardiser les références utilisées pour décrire l'objet d'un marché par les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices ».
http://simap.europa.eu/codes-and-nomenclatures/codes-cpv/codes-cpv_fr.htm

¹⁵ Signalons à cet égard que les informations figurant au BOAMP et au JOUE peuvent être différentes et que celles des avis du BOAMP, même si l'on en a souligné le caractère parfois laconique, peuvent être aussi être plus détaillées que celles des avis publiés au JOUE, dont le contenu ne peut dépasser 650 mots.

La description de ces quelques caractéristiques aide à **mieux comprendre pourquoi le panel étudié a dû être constitué sur le « simple critère de disponibilité des données »**.

Elles devraient aussi aider à lever le soupçon, raisonnable, qui naît de l'étude d'un ensemble de données ne constituant pas un échantillon représentatif, ou à dissiper l'idée selon laquelle ces 49 marchés auraient pu être « choisis » – de façon éventuellement orientée – au sein d'un ensemble plus vaste de marchés pour lesquelles les données seraient également disponibles.

Sans affirmer de façon définitive qu'il s'agit des seuls marchés pour lesquels il est possible de reconstituer des historiques cohérents sur la période étudiée réunissant le type d'informations requises pour l'analyse – des trous sont toujours possibles dans la collecte des avis ¹⁶ –, ils en représentent certainement, à tout le moins, une très grande partie.

Par leur nombre et la part des achats des bibliothèques qu'ils représentent, ils atteignent en outre une « masse critique » suffisante pour que l'on puisse considérer que l'hypothétique ajout de quelques unités supplémentaires ne modifie qu'à la marge les conclusions qui ressortent de leur étude.

2.1.d. Principe de collecte et traitements effectués

Pour la bonne interprétation des résultats qui suivent, on invitera le lecteur à se reporter à **l'encadré 3**, qui rappelle le principe de collecte ayant déterminé l'inclusion des 49 marchés dans le panel, et précise le mode de calcul des différents indicateurs retenus.

On conseillera en particulier de consulter la présentation des modalités de classement des différentes générations de marchés (M1 à M5) qui figure en bas de la deuxième page de l'encadré.

¹⁶ Notamment des avis BOAMP qui pendant longtemps n'étaient présents sur boamp.fr que le temps de leur validité.

Encadré 3 – Principe de collecte et traitements effectués**les informations requises**

Les marchés étudiés devaient satisfaire aux exigences suivantes :

- l'AA et l'AAPC devaient avoir été collectés sur au moins trois générations de marchés ;
- au moins une de ces générations devaient concerner un marché antérieur au 1^{er} août 2003 ;
- la notion même de « génération » indique qu'il devait s'agir de marchés homogènes (ex : le marché principal pour la BM, mais pas un marché exceptionnel pour l'ouverture d'une annexe par exemple), c'est-à-dire des marchés ayant le même objet et des montants d'ordre de grandeur comparable d'une passation à l'autre ;
- les informations contenues dans l'AA ou l'AAPC devaient être suffisamment riches pour permettre les traitements statistiques souhaités et devaient comporter au minimum :

- une indication de montant (globale et pour chacun des lots) ;
- l'indication de la durée du marché (en l'absence de mention explicite du caractère annuel des montants prévisionnels indiqués) ;
- dans le cas de marchés pluriannuels, la durée des attributions et leur mode de reconduction (de façon à ne pas considérer comme une nouvelle génération du marché la simple reconduction d'une année sur l'autre des attributaires) ;
- une indication de la nature des lots (de façon à ne retenir que les lots de livres destinés à la bibliothèque, les marchés des collectivités incluant généralement les achats d'autres supports que le livre pour la bibliothèque, ou des achats de livres destinés à d'autres services de la collectivité : écoles, services administratifs, musée, etc.)
- le nom des attributaires, avec mention des lots attribués.

le périmètre des marchés retenu

N'ont été retenus pour le calcul du montant des marchés étudiés que les lots de livres destinés aux bibliothèques de prêt de la collectivité, et plus précisément des lots de livres en français lorsque l'allotissement isolait les lots de livres en langue étrangère (essentiellement les marchés de BU).

Les lots de « livres de bibliothèque » pour les écoles¹⁷ n'ont pas été pris en compte pour le calcul des montants et des parts de marché, sauf s'il s'agissait de lots acquis par la bibliothèque municipale pour dépôt dans les écoles. La non prise en compte de ces achats, de montants beaucoup plus faibles que ceux des achats pour la bibliothèque municipale, impacte peu les résultats. Les attributaires de ces lots, s'ils étaient mentionnés dans l'avis d'attribution, ont toutefois été indiqués pour mémoire dans les commentaires des marchés figurant à l'annexe 3.

les indicateurs d'accès des librairies aux marchés des bibliothèques

Plusieurs indicateurs ont été retenus pour mesurer l'accès des librairies aux marchés étudiés :

- un indicateur de *présence de la librairie* : proportion des marchés dont au moins un lot a été attribué à une librairie ;
- un indicateur « *librairie(s) majoritaire(s)* » : proportion des marchés dans lesquels la part de la librairie représente au moins 50 % du montant global estimé du marché de livres français à destination de la ou des bibliothèque(s) de prêt de la collectivité ;
- un indicateur « *librairie 100 %* » : proportion des marchés entièrement attribués à une ou plusieurs librairies selon le périmètre défini précédemment ;
- deux indicateurs de *part de marché* : pour chaque génération de marché, on a calculé, à partir des parts de marchés de la librairie sur chacun des marchés étudiés, une estimation de part de marché moyenne de la librairie sur l'ensemble des marchés pris en compte. La part de marché en moyenne arithmétique est calculée sans tenir compte du montant des marchés, à la différence de la moyenne pondérée, qui reflète davantage le flux économique généré par ces marchés.

Ces indicateurs ont été calculés :

- pour l'ensemble des librairies (toutes tailles et tous types confondus) ;
- puis pour les « très grandes librairies » (TGL), selon la définition donnée à ce terme dans le cadre de l'exploitation des données Sofia (CA livre détail et collectivités > 12 M € HT par an) ;
- et, par solde, pour les « autres librairies » (CA livre détail et collectivités < 12 M € HT par an).

¹⁷ De nombreuses municipalités passent un marché pour l'ensemble de leurs achats de livres, qui inclut à la fois le marché pour la bibliothèque, le marché scolaire et, le cas échéant, les achats de livres pour d'autres services municipaux.

Encadré 3 – Principe de collecte et traitements effectués (suite)**les montants retenus et le calcul des parts de marché**

Faute d'indication plus précise, on a retenu pour chaque génération de marché la moyenne des montants mini et maxi mentionnés dans les avis.

Les parts de marché des différents attributaires ont été calculées en rapportant la moyenne mini/maxi des lots attribués à la moyenne mini/maxi de l'ensemble du marché de livres tel que précédemment défini (livres français pour les bibliothèques de prêt) et totalisées selon le type de fournisseur (total librairie/« très grandes librairies »/grossistes et fournisseurs spécialisés).

Cette estimation de montant moyen **ne doit évidemment pas être confondue avec le budget réel d'acquisition des établissements** étudiés.

Le montant des lots déclarés infructueux dans les avis d'attribution (généralement des lots de faible montant ¹⁸) n'a pas été retiré du montant total utilisé pour le calcul des parts de marchés, ces lots ayant pu ultérieurement être attribués « hors marché » à d'autres fournisseurs.

Pour le calcul des parts de marché moyennes, compte tenu du caractère très indicatif du montant moyen des marchés lorsqu'il est calculé sur une indication de montant minimum et maximum, les montants pris en compte sont ceux des marchés les plus récents ¹⁹. Les parts de marché en moyenne pondérée ainsi calculées ne reflètent donc pas les éventuelles variations de montant entre les différentes générations d'un marché donné, mais cette approximation n'introduit qu'un biais limité dans la mesure où l'homogénéité des marchés retenus a été vérifiée pour la constitution des historiques.

On aura compris de ce qui précède que **cette estimation de part de marché moyenne sur les marchés étudiés doit être considérée comme un simple indicateur synthétique des données exploitées** et non comme une indication valable de la part de marché réelle de la librairie sur les marchés de bibliothèques. Dans la perspective de l'étude, c'est d'ailleurs moins son niveau que sa **tendance d'évolution** qui mérite d'être observée.

Par construction, elle est en effet incomparablement moins fiable et précise que la mesure du poids des librairies fournie par l'exploitation des données Sofia présentée au chapitre 1, qui est établie sur un champ beaucoup plus large et, surtout, sur des données de vente réelles.

modalités de classement des différentes générations de marchés

Compte tenu des différents calendriers de passation des marchés et du nombre relativement réduit d'observations, il était exclu de suivre année par année l'évolution des indicateurs.

Les différentes générations de marchés ont donc été classées selon une chronologie M1 à M5 correspondant de façon très indicative aux périodes suivantes :

<u>avant la loi</u>		<u>après la loi</u>	
M1	1997 à 2000	M3	août 2003 à 2004
M2	2001 à juillet 2003	M4	en général 2007/2008 (parfois 2005/2007)
		M5	2009 à 2010

Le principe de classement retenu a été de se centrer sur l'entrée en vigueur de la loi en août 2003 et de classer en M2 les marchés passés juste avant cette entrée en vigueur (rabais non plafonnés) et en M3 les premiers marchés passés après.

En fonction des données disponibles, les marchés précédents ont été classés en M1 et les marchés suivants en M4 (qui correspondent le plus souvent à la période 2007/2008), voire en M5 dans les collectivités ayant passé des marchés de transition au moment de l'entrée en vigueur de la loi ou appliqué des calendriers de renouvellement plus courts.

Compte tenu du principe de classement retenu, la succession des marchés M1 à M5 reflète donc davantage la chronologie des générations successives des marchés passés par la collectivité étudiée (marché de 1^{re} génération, de 2^e génération....) – chronologie qui varie en fonction du calendrier qu'elle a choisi (marchés annuels, marchés pluriannuels de 3 ou 4 ans) – qu'une stricte chronologie correspondant aux périodes mentionnées dans le tableau.

¹⁸ Il s'agit souvent du lot « éditeurs à faible diffusion ».

¹⁹ Ce sont ces montants qui figurent dans l'annexe 3 en regard du nom des bibliothèques.

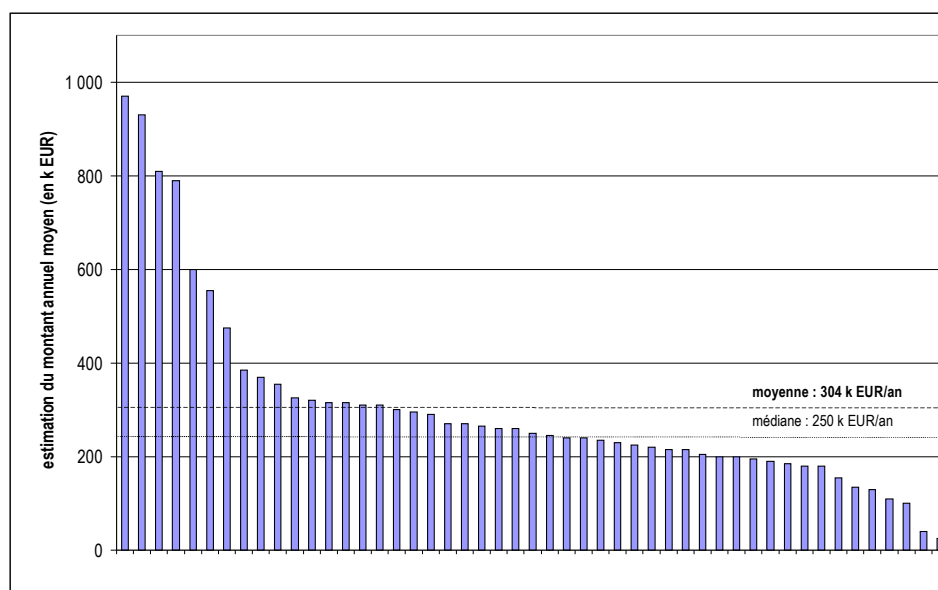
2.2. Principaux résultats

2.2.a. Le profil des marchés étudiés

Le panel des 49 marchés étudiés se répartit entre 17 BDP, 20 BM et 12 BU ou BIU.

La surreprésentation des BDP et des BU est clairement liée au fait que la publication au BOAMP ou au JOUE en début de période concernait essentiellement les marchés les plus importants.

Si le montant annuel des marchés étudiés est effectivement plutôt élevé en moyenne (300 k€/an²⁰, la moitié des marchés se situant à l'intérieur d'une fourchette relativement resserrée qui va de 200 k€/an à 315 k€/an), le panel inclut cependant des marchés de taille très différente puisqu'ils vont de moins de 50 k€/an pour les plus petits à plus de 900 k€/an pour les plus importants.



source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, retraitement de données BOAMP et JOUE

²⁰ 250 k€ pour les BDP, 310 k€ pour les BM et 365 k€ pour les BU. Le montant médian est de 250 k€/an.

2.2.b. L'accès de la librairie aux 49 marchés étudiés

Le **tableau 1** présente, selon les principes de calcul et de classement explicités dans l'encadré 3, l'évolution de la part de la librairie dans les 49 marchés étudiés.

Tabl. 1 – Évolution de la part de marché de la librairie dans les générations successives de 49 marchés depuis 1997 – données individuelles

	montant annuel moyen	MARCHES PASSES AVANT LE PLAFONNEMENT DE 2003		MARCHES PASSES APRES LE PLAFONNEMENT DE 2003	
	k EUR	M1	M2	M3	M4 [M5]
BDP					
BDP Aisne	260	-	27%	62%	58%
BDP Aude	245	-	67%	85%	94%
BDP Corse du sud	100	0%	100%	11%	10%
BDP Côte d'Or	310	23%	83%	98%	100%
BDP Gard	180	0%	0%	45%	71%
BDP Haut-Rhin	195	71%	11%	33%	35%
BDP Landes	230	-	99%	94%	94%
BDP Loire	225	100%	90%	90%	100% [0%]
BDP Loiret	270	0%	0%	0%	0%
BDP Lot	135	0%	14%	48%	90%
BDP Maine et Loire	180	-	88%	88%	64%
BDP Morbihan	310	-	33%	4%	47% [66%]
BDP Nièvre	110	92%	100%	96%	94%
BDP Oise	200	100%	40%	44%	-
BDP Saône-et-Loire	810	-	100%	59%	80%
BDP Seine-Maritime	260	-	88%	92%	70%
BDP Vienne	270	-	95%	99%	99%
BM					
BM Avignon	250	-	20%	100%	100%
BM Besançon	130	82%	100%	100%	-
BM Boulogne-Billancourt	215	-	17%	32%	21%
BM Dijon	370	52%	41%	51%	60%
BM Drancy	220	0%	6%	35%	31%
BM Ivry-sur-Seine	155	0%	3%	5%	-
BM Metz	320	-	97%	71%	100%
BM Nancy	215	92%	49%	75%	91%
BM Nanterre	315	-	13%	0%	19%
BM Nantes	325	86%	88%	90%	-
BM Nice	600	100%	100%	48%	78% [92%]
BM Nîmes	205	-	60%	96%	88%
BM Pau	385	37%	100%	90%	86% [58%]
BM Petit-Quevilly	40	-	0%	0%	0%
BM Poitiers	185	100%	7%	100%	100%
BM Reims	555	72%	0%	100%	33%
BM Roubaix	190	68%	68%	100%	-
BM Toulon	295	24%	50%	93%	66%
BM Toulouse	970	58%	58%	90%	92%
BM Tours	290	-	0%	100%	100%
BU					
BU Bordeaux 2	265	60%	0%	100%	100%
BU Bordeaux 4	300	90%	91%	100%	100%
BU Grenoble 1	355	100%	100%	100%	100%
BU Grenoble 2	240	100%	100%	100%	100%
BU Lille 2	240	-	100%	100%	100%
BU Lyon 3	475	100%	100%	100%	100%
BU Marne-la-Vallée	200	-	0%	0%	0%
BU Metz	315	-	75%	92%	94%
BIU Montpellier	790	-	100%	86%	43%
BU Paris 11	930	6%	22%	38%	54%
BU Saint-Étienne	235	35%	0%	100%	0%
BU Troyes	25	-	0%	100%	0% [0%]
TOTAL k EUR	14 890				

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, retraitement de données BOAMP et JOUE

Le différent taux de remplissage des colonnes M1 à M4 permet de visualiser les 3 échantillons constants que l'on retrouvera dans la suite de la présentation des résultats :

- les 49 marchés du panel qui, par construction, sont présents dans les avis en M2 et M3 ;
- un échantillon constant un peu plus restreint de 44 marchés présents de M2 à M4, qui représente environ 14 % des achats des bibliothèques publiques ;
- et enfin un échantillon constant de 24 marchés (la moitié des marchés étudiés) présents de M1 à M4, qui est certes plus sensiblement plus parcellaire que les deux univers précédents, mais représente cependant un peu plus de 8 % des achats de livres des bibliothèques publiques.

En raison du faible nombre de points de mesure (cinq marchés), les marchés M5 ont été mentionnés pour mémoire dans la colonne M4 ²¹.

Compte tenu du nombre de cas étudiés, la lecture du tableau 1 ne fait pas ressortir en première lecture de tendance très nette. On est plutôt frappé par la diversité des situations : marchés pour lesquels on observe une tendance à la croissance de la part de marché de la librairie, évolutions en dents de scie, voire au contraire des marchés dont la librairie demeure absente sur toute la période.

Cette diversité apparente masque cependant des tendances que fait ressortir l'évolution des divers indicateurs retenus.

Le **tableau 2** synthétise ces évolutions sur les 3 échantillons constants de marchés présentés un peu plus haut.

• **L'univers « M2 à M3 »**, le plus large puisqu'il inclut la totalité des 49 marchés du panel, est celui qui offre **la mesure la plus complète**, sinon des effets immédiats de la loi sur ces 49 marchés, du moins **de l'évolution de la situation de la librairie entre le dernier marché passé avant l'entrée en vigueur de la loi et le premier marché avec plafonnement des rabais** qui a suivi cette entrée en vigueur.

Sur tous les indicateurs, on observe **une nette amélioration de la position de la librairie** entre M2 et M3 :

- déjà très élevé avant la loi (82 %), le taux de présence de la librairie sur les marchés étudiés gagne 10 points pour atteindre 92 % (45 des 49 marchés) ;
- la librairie était majoritaire sur un peu plus de la moitié des 49 marchés avant la loi (53 %) : elle l'est à près de 70 % lors de la génération suivante (34 marchés sur 49) ;
- elle accroît également le nombre de marchés dont elle est attributaire à 100 %, qui passe de 11 à 14 (de 22 % à 29 %) ;
- enfin, les estimations de sa part de marché sont également en nette hausse : +17 points en moyenne arithmétique (de 53% à 70 %), +14 en moyenne pondérée (de 58% à 72 %).

²¹ L'historique détaillé des marchés figurant en annexe 3 permet de remarquer que, pour un certain nombre de marchés, on dispose non pas de deux, mais de trois points de mesure avant l'entrée en vigueur de la loi. Plutôt que d'ajouter une colonne « M0 » au tableau pour un nombre limité de marchés, on a choisi d'exclure des traitements l'un de ces 3 points de mesure, au cas par cas, en cherchant à retenir en M1 le point de mesure qui s'inscrivait le mieux dans la période chronologique moyenne de la catégorie.

Tabl. 2 – Évolution des indicateurs de présence et de l'estimation de la part de marché de la librairie dans les 3 univers constants des marchés étudiés

TOUTES LIBRAIRIES	marchés passés AVANT la loi de 2003		marchés passés APRES la loi de 2003		ÉVOLUTION en points de part de marché			
	M1	M2	M3	M4	M2/M1	M3/M2	M4/M3	M4/M2
base 49 marchés avec données M2 à M3								
% marchés avec présence librairie(s)		82%	92%	-	-	+10	-	-
% marchés avec librairie(s) majoritaire(s)	-	53%	69%	-	-	+16	-	-
% marchés 100% librairie(s)	-	22%	29%	-	-	+6	-	-
part de marché Librairie								
- moyenne arithmétique	-	53%	70%	-	-	+17	-	-
- moyenne pondérée (par montants marchés)	-	58%	72%	-	-	+13	-	-
base 44 marchés avec données M2 à M4	M1	M2	M3	M4	M2/M1	M3/M2	M4/M3	M4/M2
% marchés avec présence librairie(s)	-	80%	91%	89	-	+11%	-2	+9
% marchés avec librairie(s) majoritaire(s)	-	52%	70%	70	-	+18%	+0	+18
% marchés 100% librairie(s)	-	23%	27%	27	-	+5%	+0	+5
part de marché Librairie								
- moyenne arithmétique	-	52%	70%	67	-	+18%	-3	+15
- moyenne pondérée (par montants marchés)	-	58%	72%	71	-	+14%	-1	+13
base 24 marchés avec données M1 à M4	M1	M2	M3	M4	M2/M1	M3/M2	M4/M3	M4/M2
% marchés avec présence librairie(s)	79%	79%	96%	92	+0	+17%	-4	+13
% marchés avec librairie(s) majoritaire(s)	58%	50%	67%	75	-8	+17%	+8	+25
% marchés 100% librairie(s)	25%	29%	33%	33	+4	+4%	+0	+4
part de marché Librairie								
- moyenne arithmétique	55%	51%	73%	70	-4	+22%	-2	+20
- moyenne pondérée (par montants marchés)	56%	52%	74%	72	-4	+22%	-2	+20

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, retraitement de données BOAMP et JOUE

S'agissant des estimations de part de marché, on ajoutera :

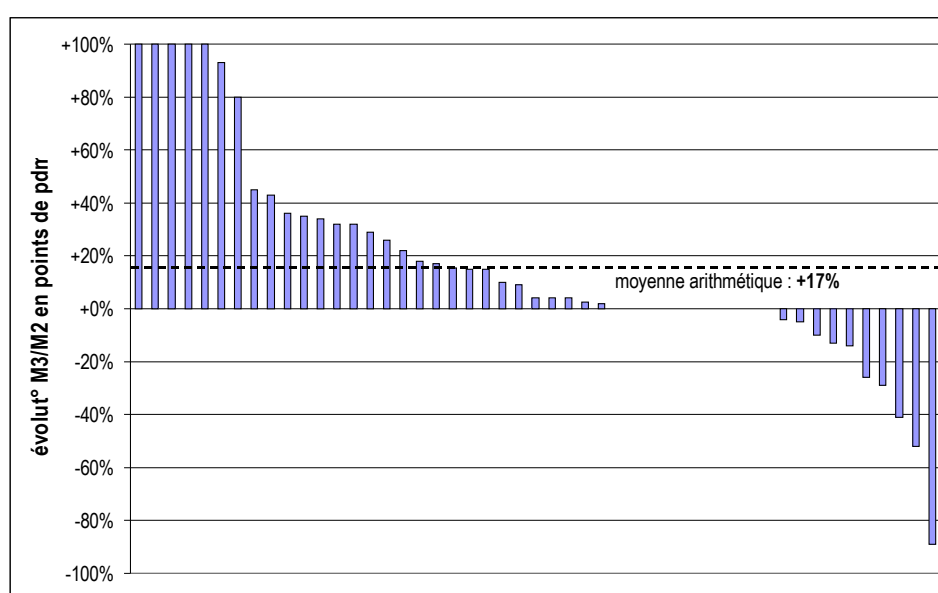
- que l'écart de niveau et de progression entre moyenne arithmétique et moyenne pondérée signifie que, contrairement à ce qu'on aurait pu penser, la part de marché de la librairie était en moyenne plus élevée sur les marchés les plus importants du panel, mais qu'elle a un peu moins progressé sur ces marchés que sur les marchés de moindre montant ;
- que la part de marché pondérée de la librairie en M3 sur les 49 marchés du panel (72 %) est supérieure de quelques points, à celle qui ressort de l'exploitation du champ beaucoup plus large des données Sofia (67 % en 2005) ;
- que la progression de la part de marché des librairies entre M2 et M3 représente la **tendance majoritaire, mais qu'elle ne concerne pas la totalité des marchés étudiés** :
 - la part de marché en M3 n'est en effet strictement supérieure à celle de M2 que dans 59 % des cas ;

– si l'on ne prend en compte que les variations significatives (plus de 5 points de part de marché), on observe :

- que la part de marché de la librairie **a augmenté de façon significative dans la moitié des marchés étudiés** (49 %), soit la même proportion que dans l'étude de 2005 sur 22 marchés ;
- est restée relativement stable (de -5 à + 5 points de pdm) dans un tiers des cas (35 %)
- et a reculé de façon significative dans un peu plus d'un cas sur 7 (16 %).

Le **graphique 2a** illustre cette distribution des évolutions de part de marché.

Graph. 2a – Évolution de part de marché de la librairie entre M2 et M3 dans les 49 marchés du panel – en points de part de marché



source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, retraitement de données BOAMP et JOUE

● On retrouve bien sûr sur le tableau 2 ces ordres de grandeur des évolutions entre M2 et M3 sur **l'univers un peu plus restreint « M2 à M4 » (44 marchés)**, dont l'intérêt principal est de fournir une mesure de l'évolution de la position de la librairie entre M3 et M4, c'est-à-dire entre la 1^{ère} et la 2^e génération de marchés passés après la loi.

En moyenne, les indicateurs se caractérisent par **une relative stabilité, signe d'un maintien de la progression acquise en M3, mais qui marque cependant un léger tassement**, avec un recul de 2 points du taux de présence (qui demeure néanmoins très élevé : de 91 % à 89 %) et un recul du même ordre des estimations de part de marché.

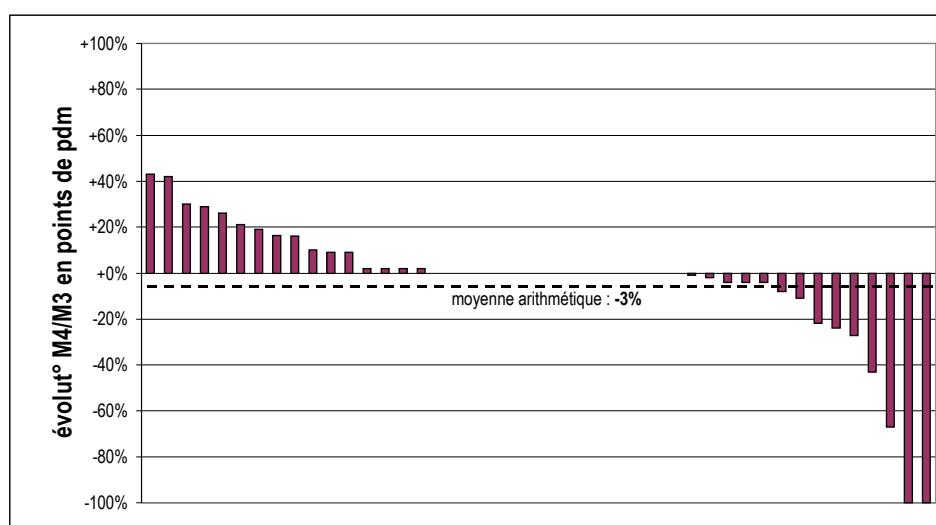
Tabl. 2 (extrait) – Évolution M3/M4 et M2/M4

base 44 marchés avec données M2 à M4	M1	M2	M3	M4	M2/M1	M3/M2	M4/M3	M4/M2
% marchés avec présence librairie(s)	-	80%	91%	89	-	+11%	-2	+9
% marchés avec librairie(s) majoritaire(s)	-	52%	70%	70	-	+18%	+0	+18
% marchés 100% librairie(s)	-	23%	27%	27	-	+5%	+0	+5
part de marché Librairie								
- moyenne arithmétique	-	52%	70%	67	-	+18%	-3	+15
- moyenne pondérée (par montants marchés)	-	58%	72%	71	-	+14%	-1	+13

Si l'on considère le même seuil de variation significative de 5 points de part de marché, la répartition des différents marchés traduit cette dominance de stabilité, qui concerne plus de la moitié des marchés de l'univers étudié (52 %).

Résultat plus inattendu compte tenu de la légère tendance à la baisse des indicateurs : il y a davantage de marchés où la position de la librairie s'est améliorée de façon significative (27 %) que de marchés où elle a diminué (20 %). Mais dans les premiers, la hausse a été plus limitée que ne l'a été le recul dans les seconds, comme le montre le **graphique 2b**.

Graph. 2b – Évolution de part de marché de la librairie entre M3 et M4 dans 44 marchés du panel – en points de pdm



source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, retraitement de données BOAMP et JOUE

Reste que les évolutions intervenues entre M3 et M4 n'ont pas fondamentalement modifié la tendance qui s'était dessinée à la première génération de marchés passés après la loi : **sur tous les indicateurs, la position de la librairie reste globalement nettement plus favorable qu'elle ne l'était avant la loi** :

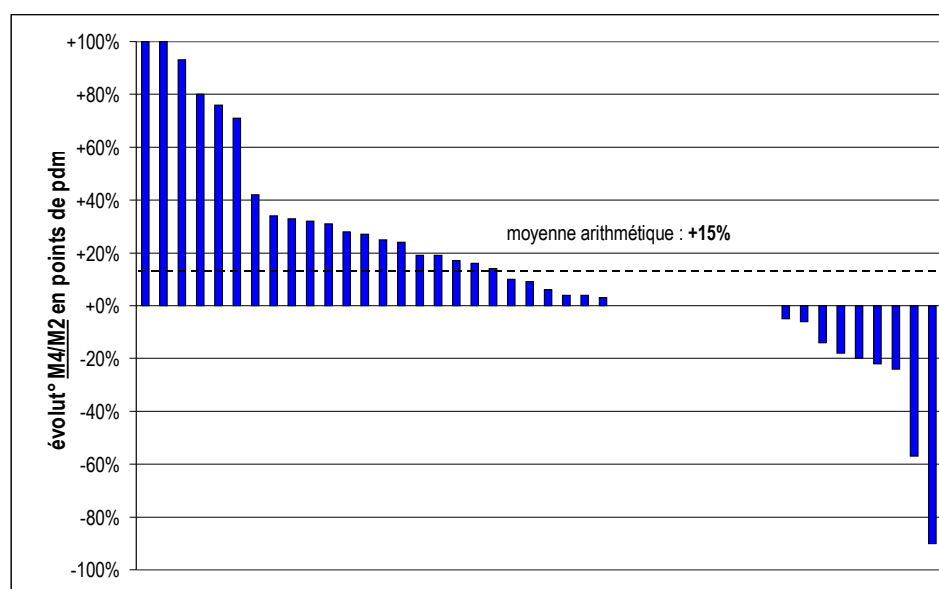
- son taux de présence sur ces 44 marchés a augmenté de 9 points (de 80 % à 91 %) ;
- la proportion de marchés où elle est majoritaire a augmenté de 18 points (de 52 % à 70 %) ;
- quant à sa part de marché, elle a augmenté de 13 points en moyenne pondérée (de 58 % à 72 %) et un peu plus encore en moyenne arithmétique (+15 points, de 52 % à 67 %) – l'écart limité entre ces deux moyennes signifiant que la hausse a été un peu moins marquée sur les marchés les plus importants.

Comme le montre le **graphique 2c**, cette tendance globale traduit une nette amélioration sur la majorité, mais non sur la totalité des marchés étudiés :

- la part de marché s'est améliorée de façon significative (plus de 5 points) dans plus de la moitié des cas étudiés (52 %) ;
- elle est restée stable dans 30 % d'entre eux ;
- mais s'est néanmoins affaiblie dans un cas sur six (14 % des marchés) et significativement détériorée dans un cas sur vingt (5 %).

Même si les périodes ne coïncident pas complètement, ces évolutions sont cohérentes avec les observations réalisées sur les données 2001-2002 et 2004-2005 d'un échantillon constant de 53 librairies de 1^e niveau interrogées dans le cadre des études de 2003 et 2007 sur la situation économique des librairies, qui avaient montré, pour la majorité – mais non la totalité – d'entre elles, une augmentation significative de leurs ventes sur les marchés de bibliothèques ²².

Graph. 2c – Évolution de part de marché de la librairie entre M2 et M4 dans 44 marchés du panel – en points de pdm



source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, retraitement de données BOAMP et JOUE

• Enfin, l'univers « **M1 à M4** », qui ne réunit que la moitié du panel (24 marchés), n'est intéressant que parce qu'il est le seul à fournir **une mesure des évolutions intervenues entre M1 et M2** ²³, c'est à dire les deux générations de marchés précédant l'entrée en vigueur de la loi de 2003.

Malgré un taux de présence stable (79 %) et une légère hausse de l'indicateur « 100 % librairie(s) » (de 25 % à 29 %), les données indiquent une tendance à un certain affaiblissement de la position de la librairie entre ces deux périodes :

- recul de 8 points de l'indicateur « librairie(s) majoritaire(s) » (de 58 % à 50 %) ;
- et recul de 4 points de la part de marché moyenne (de 55 % à 51 % en moyenne arithmétique, de 56 % à 52 % en moyenne pondérée).

Tabl. 2 (extrait) – Évolution M2/M1

base 24 marchés avec données M1 à M4	M1	M2	M3	M4	M2/M1	M3/M2	M4/M3	M4/M2
% marchés avec présence librairie(s)	79%	79%	96%	92	+0	+17%	-4	+13
% marchés avec librairie(s) majoritaire(s)	58%	50%	67%	75	-8	+17%	+8	+25
% marchés 100% librairie(s)	25%	29%	33%	33	+4	+4%	+0	+4
part de marché Librairie								
- moyenne arithmétique	55%	51%	73%	70	-4	+22%	-2	+20
- moyenne pondérée (par montants marchés)	56%	52%	74%	72	-4	+22%	-2	+20

²² SLF/SNE/MCC, *Situation économique de la librairie indépendante*, rapport des enquêtes quantitatives, 2007, pp. 109-118.

<http://www.centrenationaldulivre.fr/?Situation-economique-de-la>

²³ Dans cet univers de 24 marchés, la valeur des indicateurs M2, M3 et M4 ne sert qu'à voir comment il se situe par rapport aux univers plus larges « M2 à M3 » et « M2 à M4 », qui constituent les références pour la valeur des indicateurs des générations M2 à M4.

Si les données ne traduisent pas un recul aussi marqué que la course au rabais de la fin des années 1990 aurait pu le laisser prévoir, cet affaiblissement est cependant un peu plus prononcé que le tassement qui intervient entre M3 et M4, la 1^{ère} et la 2^e génération de marchés passés après l'entrée en vigueur de la loi. Mais surtout, il se produit sur une position initiale (M1) inférieure de 10 à 20 points selon les indicateurs à la position de la librairie en M3 – ce qui peut laisser supposer que la phase de recul marqué attendue entre M1 et M2 était en fait antérieure à M1.

Encadré 4 – La question du rabais

La question du rabais mériterait évidemment plus qu'un simple encadré dans une étude visant à comparer l'accès des librairies aux marchés de bibliothèques avant et après la loi de 2003, ou plus exactement, après la mise en œuvre de la mesure de plafonnement des rabais qu'elle a institué, et qui en est, pour les bibliothécaires et leurs fournisseurs la principale traduction.

Pourtant, le niveau des rabais consentis par les fournisseurs n'a pas été inclus dans les indicateurs retenus dans la présente étude. Non pas qu'il ne soit pas pertinent, puisque c'est précisément la surenchère sur les rabais sur les ventes aux collectivités au cours de la décennie 1990 qui a posé en termes aigus la question de l'accès des librairies à ces marchés et a conduit le législateur à faire d'une pierre deux coups en rédigeant la loi de 2003 :

- prolonger la loi du 10 août 1981 sur le marché des collectivités en plafonnant les rabais sur les ventes de livres non scolaires, de façon à garantir sur ce marché la même diversité de diffusion que sur le marché des ménages,
- et financer une partie du droit de prêt reversé aux auteurs et aux éditeurs pour le prêt de leurs ouvrages en bibliothèque, en affectant à cet usage une partie du différentiel entre le rabais pratiqué avant la loi et le rabais plafonné.

La raison qui explique l'absence de traitement du rabais dans la présente étude réside – bien sûr – dans le faible nombre d'avis mentionnant cette information, ou plus exactement mentionnant à la fois le montant et le rabais.

les rabais avant 2003

L'information sur les rabais est naturellement plus intéressante pour la période antérieure au plafonnement de 2003, même si, pour la période suivante, l'alignement réputé « automatique » sur le rabais maximal autorisé de 9 % mérite d'être vérifié.

Pour reprendre le cas de l'année 1998 précédemment citée, seulement 4 des 78 avis de marchés de bibliothèques recueillis comportaient à la fois la mention du montant et du rabais, 15 autres avis comportant la mention du rabais, mais pas celle du montant. En 2000, 37 % des avis comportent une indication de rabais (46 avis), mais seulement 24 % en même temps qu'une indication de montant (30 avis). Passé au tamis des 49 marchés du panel, le nombre d'informations disponibles aurait donc été tout à fait insuffisant pour être sérieusement exploité et c'est pourquoi les rabais accordés ont simplement été mentionnés dans l'annexe 3.

Afin de compléter la description du marché des ventes de livres aux bibliothèques avant 2003, on mentionnera cependant quelques chiffres tirés de l'exploitation exhaustive réalisée en 2002 sur l'ensemble des données BOAMP ET JOUE pour la période 1999-2001, qui, dans notre chronologie des générations de marchés, correspond à la fin de M1 et au début de M2 :

- sur les 62 marchés de bibliothèques renseignés à la fois en montant et en rabais, **le rabais moyen pondéré, tous fournisseurs confondus, s'élevait à 24,5 %**. (25 % en BM et en BDP, 22,5 % en BU) ; **les rabais consentis par les libraires étaient à peine moins élevés et atteignaient 23,5 %** (près de 24 % en BDP, un peu moins de 22 % en BM), toujours en moyenne pondérée ;
- la moyenne arithmétique du rabais sur les 252 lots que comprenaient ces 62 marchés était elle aussi à peine plus faible, à 23 % (22 % en BDP, 23,5 % en BM) – ce qui signifie que les rabais élevés ne concernaient pas uniquement les marchés les plus importants ;
- en ajoutant à ces 62 marchés les 24 marchés avec indication de rabais sans indication de montant (85 lots, moyenne arithmétique : 24 %), **la moyenne arithmétique globale calculée sur l'ensemble des 337 lots de ces 86 marchés** (avec ou sans indication de montant) **s'élevait à 23,2 %**.

.../...

Encadré 4 – La question du rabais (suite)

Sans doute le niveau de rabais atteint sur les marchés faisant l'objet à cette époque d'avis de publication au BOAMP et au JOUE est-il sensiblement plus élevé qu'il ne l'était alors sur l'ensemble des ventes de livres aux bibliothèques²⁴. Il n'en reste pas moins que ces chiffres, dont on soulignera qu'ils ne constituent qu'une moyenne (on relève ainsi plusieurs lots avec des rabais de 27 % ou 28 % dans les marchés M1/M2 du panel de l'annexe 3), posaient clairement la viabilité de la présence des librairies sur ces marchés.

Même en tenant compte du reversement du droit de prêt de 6 %, qui porte à 15 % pour les fournisseurs la réduction de la marge sur les ventes aux bibliothèques, la comparaison de ce chiffre avec les 23 % évoqués plus haut montre suffit à expliquer que **le jeu sur ces marchés se soit réouvert avec l'entrée en vigueur de la loi de 2003** et que, dans l'esprit de celle de 1981, la concurrence ait pu se déplacer vers d'autres critères que le prix.

Cet effet d'ouverture des plus gros marchés a cependant coïncidé, quelques mois à peine après l'entrée en vigueur de la loi, avec un **durcissement de la concurrence sur les petits marchés** à la suite de la réforme du Code des marchés de 2004. Par la disparition des marchés sans formalités préalables et la généralisation de la publication d'avis de marchés sur des supports nationaux, le Code a de fait poussé les fournisseurs à s'aligner sur le rabais maximum autorisé.

La conjonction de cet alignement avec le reversement par les fournisseurs de 6 % du prix public au titre du droit de prêt, a en outre constitué, comme le mentionnent plusieurs des enquêtes en région de l'étude qualitative, une réduction supplémentaire de marge pour un certain nombre de librairies locales ou spécialisées sur leurs ventes aux bibliothèques, les rabais qu'ils pratiquaient dans le cadre de marchés sans formalités préalables étant inférieurs au rabais « effectif » de 15 % qui résulte de l'addition du rabais maximum et du droit de prêt.

les rabais après 2003

Les avis parus après juillet 2003, puis, quelques temps encore après la fin de la période d'application de la loi, mentionnent plus fréquemment les rabais accordés que dans la période précédente. Aujourd'hui, le plafonnement étant entré dans les mœurs, cette mention ne concerne guère plus qu'un avis sur 10, et les rabais indiqués ne s'écartent effectivement que très rarement du rabais maximum de 9 % (on ne trouve ainsi, sauf erreur, que deux marchés avec mention de rabais inférieurs à 9 % dans l'annexe 3²⁵). Si les rabais inférieurs à 9 % concernent en général des lots très spécialisés (lots régionaux ou petits éditeurs), on en trouve également pour des lots courants, même dans des procédures très formalisées : l'une des monographies de l'enquête qualitative est ainsi consacrée au cas d'un marché de BM où deux librairies locales ont remporté des lots courants d'un le cadre d'un appel d'offres européen²⁶. Ils sont cependant *a priori* plus fréquents dans des marchés à procédure adaptée.

Si l'on n'a pas de mesure précise de la proportion que représentent aujourd'hui les ventes aux bibliothèques avec des rabais inférieurs à 9 %, il semble cependant que, au moins au début de la période d'application de la loi, l'alignement sur le rabais maximum n'ait pas été systématique.

On en voudra pour preuve que, dans l'étude sur la situation économique de la librairie indépendante, malgré une relative imprécision des réponses, le rabais moyen pondéré sur les « ventes aux collectivités (non scolaire) » s'élève à 8,9 % alors que l'enquête portait sur des exercices 2004-2005 qui enjambaient la période de transition d'application de la loi, durant laquelle :

- le rabais maximum sur les nouveaux marchés passés était non pas de 9 %, mais de 12 % ;
- et où, jusqu'à août 2004, les rabais en vigueur dans les marchés pluriannuels conclus avant la loi continuaient de s'appliquer, deux éléments qui expliquent que le rabais accordé ressortait dans l'enquête à plus de 9 % en moyenne arithmétique (9,8 % dans les librairies avec un CA livre annuel de plus d'un million d'euros, 9,2 % dans les autres)²⁷.

Enfin, même s'il convient d'être prudent dans le maniement de cette donnée, dont on a vu au chapitre 1 qu'elle restait à affiner, le fait que le niveau « plancher » de ventes à 9 % qui ressort de l'analyse des données de la Sofia soit de 69 % et non de 85 % ou 90 % pourrait constituer une indication supplémentaire du fait que l'alignement sur le rabais maximal n'est peut-être pas si automatique que cela.

²⁴ L'étude de 2003 sur la situation économique des librairies de 1^{er} niveau indiquait, sur des données 2001-2002, un rabais moyen, un peu sous-évalué pour des raisons tenant à la structure de l'échantillon, de 17 % sur les ventes de livres non scolaires aux collectivités.

<http://www.centrenationaldulivre.fr/?Situation-economique-des>

Sur l'échantillon constant de répondants aux enquêtes 2003 et 2007, le rabais moyen pondéré sur les livres non scolaires était passé de 16,2 % dans l'enquête 2003 (exercices 2001-2002) à 8,5 % (exercices 2004-2005) (*Situation économique de la librairie indépendante*, op. cit., pp. 111-112.)

²⁵ Un lot très spécialisé avec rabais de 8 % en M3 et 6 % en M4, et un lot régional à 5 % en M3..

²⁶ Monographie n° 35 (voir annexe 8, disponible en ligne).

²⁷ *Situation économique de la librairie indépendante*, op. cit., pp. 65-68.

2.2.c. Évolution selon le type de bibliothèques

Les **tableaux 3a, 3b et 3c** affinent les évolutions du tableau 2 pour les trois types de bibliothèques figurant, de façon numériquement assez équilibrée, dans le panel (16 BDP, 16 BM, 12 BU).

- Les données de **l'univers « M2 à M3 »** sur le **tableau 3a** font ressortir deux choses :
 - la première, assez inattendue, est le niveau relativement faible des indicateurs de présence de la librairie dans les 16 BM du panel, qui sont inférieurs de 15 à 20 points à ceux des BDP et des BU, lesquels sont d'ailleurs étonnamment proches ;
 - la seconde est le caractère extrêmement contrasté des évolutions qui apparaissent entre M2 et M3 :
 - des hausses record de presque tous les indicateurs en BM et en BU : hausse de 25 points ou plus des indicateurs « librairie(s) majoritaire(s) » ou des parts de marchés en moyenne arithmétique ;
 - qui contrastent avec la grande stabilité de ceux des BDP.

On notera également que la hausse de la part de marché pondérée de la librairie en BM (+24 points) est presque aussi élevée qu'en moyenne arithmétique (ce qui n'est pas le cas en BU, où la hausse a donc été plus faible sur les plus gros marchés) et que cette hausse correspond à une augmentation du volume d'achat de près de 50 %.

Tabl. 3a – Évolution des indicateurs de présence et de l'estimation de la part de marché de la librairie dans les marchés étudiés entre M2 et M3 – selon le type de bibliothèques

base 49 marchés avec données M2 à M3	marchés passés AVANT la loi de 2003		marchés passés APRES la loi de 2003		ÉVOLUTION en points de part de marché				base nb marchés
	M1	M2	M3	M4	M2/M1	M3/M2	M4/M3	M4/M2	
% marchés avec présence librairie(s)	-	82%	92%	-	-	+10	-	-	49
- BDP	-	88%	94%	-	-	+6	-	-	17
- BM	-	85%	90%	-	-	+5	-	-	20
- BU	-	67%	92%	-	-	+25	-	-	12
% marchés avec librairie(s) majoritaire(s)	-	53%	69%	-	-	+16	-	-	49
- BDP	-	59%	59%	-	-	+0	-	-	17
- BM	-	45%	70%	-	-	+25	-	-	20
- BU	-	58%	83%	-	-	+25	-	-	12
part de marché Librairie									
- moyenne arithmétique	-	53%	70%	-	-	+17	-	-	49
- BDP	-	61%	62%	-	-	+1	-	-	17
- BM	-	44%	69%	-	-	+25	-	-	20
- BU	-	57%	85%	-	-	+27	-	-	12
- moyenne pondérée	-	58%	72%	-	-	+13	-	-	49
- BDP	-	65%	62%	-	-	-3	-	-	17
- BM	-	50%	74%	-	-	+24	-	-	20
- BU	-	64%	79%	-	-	+15	-	-	12

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, retraitement de données BOAMP et JOUE

● Les données relatives aux **évolutions entre M3 et M4**, entourées par un filet vert dans le **tableau 3b** (univers « M2 à M4 »), sont presque aussi contrastées :

- une progression sensible, mais mesurée, des indicateurs d'accès aux marchés des BDP (+6 à +8 points de pdm) ;
- des évolutions divergentes des indicateurs en BM et en BU, alors qu'ils avaient connu des hausses record dans la période précédente
 - stabilité quasi totale en BM, où la librairie semble avoir consolidé sa progression ;
 - et à l'inverse, recul marqué en BU, mais seulement à hauteur des deux tiers de la progression entre M2 et M3, ce qui fait que les indicateurs en M4 restent sensiblement plus élevés qu'ils ne l'étaient avant la loi.

Au final, le tableau fait apparaître **entre M2 et M4** une tendance assez nette à **l'homogénéisation de la position des librairies sur les trois types de bibliothèque**, notamment des parts de marchés moyennes où les écarts ne dépassent pas 3 points (de 69 % à 72 % en moyenne pondérée et de 66 % à 69 % en moyenne arithmétique).

Les librairies ont accentué leur présence dans les marchés des BDP et des BU du panel, mais **c'est surtout pour l'accès à ceux des BM que la progression entre la situation antérieure à la loi et la situation récente est la plus spectaculaire.**

Tabl. 3b – Évolution des indicateurs de présence et de l'estimation de la part de marché de la librairie dans les marchés étudiés entre M2 et M4 – selon le type de bibliothèques

base 44 marchés avec données M2 à M4	marchés passés AVANT la loi de 2003		marchés passés APRES la loi de 2003		ÉVOLUTION en points de part de marché				base nb marchés
	M1	M2	M3	M4	M2/M1	M3/M2	M4/M3	M4/M2	
% marchés avec présence librairie(s)	-	80%	91%	89%	-	+11	-2	+9	44
- BDP	-	88%	94%	94%	-	+6	+0	+6	16
- BM	-	81%	88%	94%	-	+6	+6	+13	16
- BU	-	67%	92%	75%	-	+25	-17	+8	12
% marchés avec librairie(s) majoritaire(s)	-	52%	70%	70%	-	+18	+0	+18	44
- BDP	-	63%	63%	75%	-	+0	+13	+13	16
- BM	-	38%	69%	69%	-	+31	+0	+31	16
- BU	-	58%	83%	67%	-	+25	-17	+8	12
part de marché Librairie									
- moyenne arithmétique	-	52%	70%	67%	-	+18	-3	+15	44
- BDP	-	62%	63%	69%	-	+1	+6	+7	16
- BM	-	39%	68%	67%	-	+29	-1	+28	16
- BU	-	57%	85%	66%	-	+27	-19	+9	12
- moyenne pondérée	-	58%	72%	71%	-	+14	-1	+13	44
- BDP	-	67%	63%	71%	-	-4	+8	+5	16
- BM	-	47%	73%	72%	-	+27	-2	+25	16
- BU	-	64%	79%	69%	-	+15	-10	+5	12

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, retraitement de données BOAMP et JOUE

- Les données relatives aux **évolutions entre M1 et M2**, mises en évidence par un filet rouge dans le **tableau 3c** (univers « M1 à M4 »), mettent en lumière :
 - que la très forte progression de l'accès des librairies aux marchés de BM observée entre M2 et M3 (qui est encore plus marquée sur les 9 BM présentes dans cet univers que sur l'ensemble du panel) succède en fait à une phase de recul marqué entre M1 et M2 ;
 - qu'un constat du même type peut être fait pour les BU ;
 - et qu'à l'inverse, la stabilité des indicateurs d'accès aux marchés des BDP fait suite à une forte progression entre M1 et M2

Tabl. 3c – Évolution des indicateurs de présence et de l'estimation de la part de marché de la librairie dans les marchés étudiés entre M1 et M2 – selon le type de bibliothèques

base 24 marchés avec données M1 à M4	marchés passés AVANT la loi de 2003		marchés passés APRES la loi de 2003		ÉVOLUTION en points de part de marché				base nb marchés
	M1	M2	M3	M4	M2/M1	M3/M2	M4/M3	M4/M2	
% marchés avec présence librairie(s)	79%	79%	96%	92%	+0	+17	-4	+13	24
- BDP	50%	75%	88%	88%	+25	+13	+0	+13	8
- BM	89%	89%	100%	100%	+0	+11	+0	+11	9
- BU	100%	71%	100%	86%	-29	+29	-14	+14	7
% marchés avec librairie(s) majoritaire(s)	58%	50%	67%	75%	-8	+17	+8	+25	24
- BDP	38%	50%	38%	63%	+12	-13	+25	+13	8
- BM	67%	44%	78%	78%	-23	+33	+0	+33	9
- BU	71%	57%	86%	86%	-14	+29	+0	+29	7
part de marché Librairie									
- moyenne arithmétique	55%	51%	73%	70%	-4	+22	-3	+19	24
- BDP	36%	50%	53%	63%	+14	+3	+10	+13	8
- BM	59%	46%	76%	71%	-13	+30	-5	+25	9
- BU	70%	59%	91%	79%	-11	+32	-12	+20	7
- moyenne pondérée	56%	52%	74%	72%	-4	+22	-2	+20	24
- BDP	35%	47%	55%	63%	+12	+8	+9	+17	8
- BM	62%	52%	78%	72%	-10	+26	-5	+20	9
- BU	58%	55%	79%	76%	-3	+24	-3	+21	7

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, retraitement de données BOAMP et JOUE

2.2.d. Évolution selon la taille des librairies

Sans aller jusqu'à une analyse des résultats par type de fournisseurs ou de librairies aussi détaillée que celle conduite dans le cadre de l'exploitation des données Sofia, on a cependant cherché à vérifier si l'on retrouvait dans les données du panel le phénomène de poussée des « très grandes librairies » à partir de 2007, qui constitue l'un des traits saillants de ce volet de l'étude quantitative, et à le resituer dans la perspective des générations de marchés antérieures à la disponibilité des données Sofia.

Le **tableau 4a** présente, dans les 3 univers constants de marchés du panel, les indicateurs de présence de ces « très grandes librairies » (TGL), définies, comme dans l'étude Sofia, par le seuil de chiffre d'affaires livre (détail et collectivités) de 12 M €, soit un groupe très restreint de moins de 10 entreprises.

• Le premier élément qui ressort des données du panel, sur l'univers le plus large « **M2 à M3** », est que **le poids des TGL est sensiblement plus élevé** sur les 49 marchés analysés (pdm pondérée : 16 % en M3) **que dans les données Sofia** pour la période équivalente (12 % en 2005²⁸).

Mais il apparaît aussi qu'elles avaient déjà pratiquement atteint ce niveau de part de marché dès 2001/2003 (M2) – l'arrondi du chiffre masquant en fait une légère progression, de 15,8 % à 16,5 % de la part de marché pondérée. Cette présence était toutefois surtout concentrée sur les marchés les plus importants, ce qui explique que la part de marché en moyenne arithmétique soit sensiblement plus faible en M2 (13 %). La progression plus spectaculaire de cet indicateur entre M2 et M3 (de 13 % à 17 %) signifie en effet que les TGL ont accru leur présence sur les marchés de moindre importance, ce que confirme la hausse de l'indicateur de présence, qui passe de 29 % à 35 %.

• **Ce phénomène se poursuit entre M3 et M4** (encadré vert au milieu du tableau), qui voit la part de marché des TGL s'accroître de façon un peu plus marquée en moyenne arithmétique (de 17 % à 19 %) qu'en moyenne pondérée (de 17 % à 18 %). On observe également une poursuite de l'augmentation soutenue de l'indicateur « TGL majoritaire » qui passe de 16 % à 21 % entre M3 et M4 et est presque deux fois plus élevé en M4 qu'il ne l'était en M2 (12 %).

Tabl. 4a – Évolution des indicateurs de présence et de l'estimation de la part de marché de la librairie dans les 3 univers constants des marchés étudiés – « très grandes librairies » (TGL)

TRES GRANDES LIBRAIRIES	marchés passés AVANT la loi de 2003		marchés passés APRES la loi de 2003		EVOLUTION en points de part de marché			
	M1	M2	M3	M4	M2/M1	M3/M2	M4/M3	M4/M2
base 49 marchés avec données M2 à M3								
% marchés avec présence TGL	-	29%	35%	-	-	+6	-	-
% marchés avec TGL majoritaires	-	12%	16%	-	-	+4	-	-
% marchés 100% TGL	-	0%	4%	-	-	+4	-	-
part de marché TGL								
- moyenne arithmétique	-	13%	17%	-	-	+5	-	-
- moyenne pondérée (par montants marchés)	-	16%	16%	-	-	+1	-	-
base 43 marchés* avec données M2 à M4								
% marchés avec présence TGL	-	26%	35%	37%	-	+9	+2	+12%
% marchés avec TGL majoritaires	-	12%	16%	21%	-	+5	+5	+9%
% marchés 100% TGL	-	0%	5%	2%	-	+5	-2	+2%
part de marché TGL								
- moyenne arithmétique	-	12%	17%	19%	-	+5	+1	+6%
- moyenne pondérée (par montants marchés)	-	16%	17%	18%	-	+1	+2	+2
base 22 marchés* avec données M1 à M4								
% marchés avec présence TGL	23%	18%	36%	32%	-5	+18	-5	+14%
% marchés avec TGL majoritaires	9%	5%	9%	23%	-5	+5	+14	+18%
% marchés 100% TGL	0%	0%	5%	5%	+0	+5	+0	+5%
part de marché TGL								
- moyenne arithmétique	10%	9%	15%	19%	-0	+6	+3	+9%
- moyenne pondérée (par montants marchés)	8%	8%	12%	15%	+0%	+5	+3	+7

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, retraitement de données BOAMP et JOUE

* Les effectifs légèrement plus réduits des univers « M2 à M4 » et « M1 à M4 » s'expliquent par le fait que deux marchés sans indication de montant (partielle ou totale) ont été attribués conjointement à une TGL et à une/des autre(s) librairie(s). Ils ont donc pu être pris en compte pour le calcul des indicateurs Librairie, mais pas pour le calcul des indicateurs TGL/autres librairies.

²⁸ Même si l'on réduit le champ Sofia aux seules BM, BDP et BU représentées dans le panel : la part de marché des TGL sur l'ensemble du champ Sofia est de 12,0 % en 2005 et de 12,3 % sur un champ BM+BDP+BU.

• Les données **M1 à M2** (*encadré rouge en bas du tableau*) de l'univers « M1 à M4 » indiquent quant à elles un léger affaiblissement de la position des TGL entre ces deux périodes : présentes sur moins de marchés, moins souvent majoritaires, elles parviennent cependant à maintenir leur part de marché, qui ne recule que d'un demi-point en moyenne arithmétique (de 9,6 % à 9,1 %) et reste stable à 7,5 % en moyenne pondérée – un léger écart de tendance qui indiquerait que le recul a plutôt porté sur des marchés de moindre importance.

Le **tableau 4b** présente de façon symétrique les évolutions de la position de celles que, par commodité, on a appelé les « **autres librairies** », c'est à dire en fait l'ensemble des librairies de tous types (générales, spécialisées, de chaîne, de proximité) à l'exception des « très grandes librairies ».

Tabl. 4b – Évolution des indicateurs de présence et de l'estimation de la part de marché de la librairie dans les 3 univers constants des marchés étudiés – autres librairies (hors TGL)

AUTRES LIBRAIRIES (librairies hors TGL)	marchés passés AVANT la loi de 2003		marchés passés APRES la loi de 2003		EVOLUTION en points de part de marché			
	M1	M2	M3	M4	M2/M1	M3/M2	M4/M3	M4/M2
base 49 marchés avec données M2 à M3								
% marchés avec présence autre(s) librairie(s)	-	76%	86%	-	-	+10%	-	-
% marchés avec autre(s) librairie(s) majoritaire(s)	-	37%	47%	-	-	+10%	-	-
% marchés 100% autre(s) librairie(s)	-	12%	10%	-	-	-2%	-	-
part de marché Autre(s) librairie(s)								
- moyenne arithmétique	-	41%	53%	-	-	+13%	-	-
- moyenne pondérée (par montants marchés)	-	43%	56%	-	-	+13%	-	-
base 43 marchés avec données M2 à M4								
% marchés avec présence autre(s) librairie(s)	-	40%	49%	47%	-	+9%	-2%	+7%
% marchés avec autre(s) librairie(s) majoritaire(s)	-	16%	23%	28%	-	+7%	+5%	+12%
% marchés 100% autre(s) librairie(s)	-	9%	5%	2%	-	-5%	-2%	-7%
part de marché Autre(s) librairie(s)								
- moyenne arithmétique	-	39%	52%	48%	-	+14%	-5%	+9%
- moyenne pondérée (par montants marchés)	-	42%	55%	52%	-	+13%	-3%	+10%
base 22 marchés avec données M1 à M4								
% marchés avec présence autre(s) librairie(s)	73%	73%	91%	86%	+0%	+18%	-5%	+14%
% marchés avec autre(s) librairie(s) majoritaire(s)	41%	32%	45%	50%	-9%	+14%	+5%	+18%
% marchés 100% autre(s) librairie(s)	14%	18%	9%	5%	+5%	-9%	-5%	-14%
part de marché Autre(s) librairie(s)								
- moyenne arithmétique	41%	37%	55%	49%	-4%	+18%	-6%	+12%
- moyenne pondérée (par montants marchés)	44%	40%	59%	54%	-4%	+19%	-5%	+14%

source : DGMIC-SLL/Observatoire de l'économie du livre, retraitement de données BOAMP et JOUE

• Les données **M2/M3** montrent que ces « autres librairies » ont été **les grandes bénéficiaires de l'entrée en vigueur de la loi**, puisqu'elles ont gagné 13 points de part de marché, soit une progression de leur volume de ventes de l'ordre de +30 %, nettement supérieure à celle des TGL sur le même indicateur (de l'ordre de +4 %). La comparaison des moyennes arithmétique et pondérée indique par ailleurs que leur présence s'est globalement accentuée sur tous les marchés, même si la progression a été un peu plus marquée sur les marchés moyens que sur les gros.

• Les données **M3/M4** (*encadré vert au milieu du tableau*) montrent en revanche que **c'est sur ces librairies que s'est concentrée la vague de reflux** intervenue à la 2^e génération de marchés passés après la loi, puisqu'elles perdent quelques points sur presque tous les indicateurs (soit la tendance exactement inverse des TGL sur la même période) : leur part de marché recule de près de 5 points en moyenne arithmétique (de 52,5 % à 48 %) et de 3 points en moyenne pondérée (de 55,1 % à 52,1 %), ce qui correspond à une baisse de leur chiffre d'affaires d'un peu plus de -5 %.

Malgré ce reflux, non seulement la position des « autres librairies » reste nettement plus favorable en M4 qu'elle ne l'était avant la loi sur presque tous les indicateurs (à l'exception de l'indicateur « 100% librairie(s) »²⁹), mais **elle s'est comparativement davantage améliorée que celle des TGL entre M2 et M4**, du moins pour ce qui est du poids sur le marché : les 10 points de part de marché pondérée que ces librairies ont gagnés sur cette période correspondent à une hausse d'environ 25 % de leur chiffre d'affaires, alors que les 2 points de hausse enregistrés par les TGL ne représentent pour ces dernières « que » 15 % de hausse du chiffre d'affaires.

• Les données **M1/M2** (*encadré rouge au bas du tableau*) complète la chronologie des évolutions en donnant, pour les 22 librairies de cet univers, une indication de la tendance qui était à l'œuvre sur ces marchés avant l'entrée en vigueur de la loi.

Contrairement aux TGL, les « autres librairies » n'avaient pas connu de diminution de leur taux de présence global sur ces marchés entre les deux générations antérieures à 2003, même si le nombre de marchés où elles étaient majoritaires s'était davantage réduit.

En revanche, leur part de marché avait en proportion davantage reculé, en moyenne arithmétique (de 41,0 % à 37,3 %, soit -3,7 points contre -0,5) et plus encore en moyenne pondérée (de 43,9 % à 40,0 %, soit -3,9 points et -9 % de volume d'affaires), indicateur qui était resté stable pour les TGL. À la différence des TGL qui avaient maintenu leurs positions sur les marchés les plus importants, le recul des autres librairies avait donc été un peu plus prononcé sur ces marchés.

On notera enfin à nouveau, cette fois à propos des « autres librairies », que si **la tendance à l'affaiblissement de leur position entre M1 et M2** est assez nette, il ne s'agit pas d'un effondrement, mais plutôt, selon toute probabilité, de la **poursuite d'une tendance apparue au cours de marchés antérieurs à M1**.

L'analyse des données du panel permet donc **de compléter les enseignements de l'exploitation des données Sofia quant à la présence des « très grandes librairies »** sur les marchés de bibliothèques : elles ont été relativement tôt implantées sur les marchés les plus importants, largement représentés dans ce panel, ce qui explique qu'elles paraissent moins avoir bénéficié de l'entrée en vigueur de la loi que les autres librairies. Après l'entrée en vigueur de la loi, elles ont poursuivi leur développement en cherchant à s'implanter sur des marchés de moindre importance, parfois au détriment d'autres librairies.

²⁹ On notera à ce sujet que la baisse continue entre M2 et M4 de l'indicateur « 100% librairie(s) », de 9 % à 2 % des 43 marchés de l'univers « M2 à M4 », peut être interprétée, plus qu'un effet supplémentaire de la concurrence des « très grandes librairies », pour lesquelles cet indicateur recule également en M4, comme une tendance à la diversification des fournisseurs ou à une augmentation du nombre de lots dans les marchés récents.

Encadré 5 – Quelques observations sur les modalités de passation des marchés

Si l'évolution de la position de la librairie sur les 49 marchés du panel avant et après l'entrée en vigueur de la loi de 2003 constitue l'objet central de cette étude, la lecture des informations contenues dans les avis des générations de marchés pris en compte permettent d'esquisser, en contrepoint des analyses et des discours des acteurs interrogés dans le cadre des enquêtes en région, quelques observations pointillistes sur les modalités de passation de ces marchés.

Précisons d'emblée que, surtout avant 2004, les données sont très parcellaires (il n'est pas rare que les critères d'attributions ne soient pas mentionnés) et donc difficiles à mettre en perspective. Il est en revanche possible de fournir quelques indications quant aux modalités d'attribution des générations les plus récentes des marchés étudiés.

• allotissement

On observe que les bibliothèques qui ont choisi d'allotir leur marché sont également celles qui ont maintenu le plus grand nombre de fournisseurs locaux – en premier lieu, parce que la multiplication des lots permet mécaniquement de choisir différents attributaires. On note par ailleurs qu'un allotissement très précis en fonction d'une définition très fine des besoins tendrait plutôt à favoriser les librairies spécialisées.

À l'inverse, on relève dans certains marchés une politique tendant à limiter au maximum le nombre de lots : dans ce cas, qui peut aller pour certaines BU jusqu'à l'existence d'un seul et unique lot d'ouvrages français pour toutes les disciplines, la perte ou la gain d'un lot a des conséquences immédiates sur la concentration du marché³⁰, ce qui explique une partie des variations en dents de scie qui s'observent sur le tableau 1.

• critères de choix

Pour ce qui est des critères de choix des offres, la collecte est encore plus lacunaire, les collectivités les indiquant en général dans le règlement de la consultation, qui n'est pas annexé aux avis publiés. Sur les quelques avis les mentionnant, on observe en premier lieu la survivance du critère prix, même s'il est en général très faiblement pondéré. On remarque d'ailleurs que cette pondération est plus élevée dans la première génération de marchés passés après l'entrée en vigueur de la loi que dans les suivantes et qu'elle tend à décroître progressivement au profit des critères de valeur technique et de délais d'exécution. Il semble y avoir clairement à cet égard un « effet générationnel » dans l'utilisation des critères³¹.

Ce sont donc les critères techniques qui, dans la majorité des cas, obtiennent les pondérations les plus fortes.

Certains de ces critères sont réputés comme étant par nature plus favorables à certains types de fournisseurs. Les critères « délais de livraison » et « service après vente » par exemple, tendraient plutôt, comme l'indiquent les enquêtes qualitatives en région, à favoriser les grands opérateurs, et il est donc déconseillé de les pondérer trop fortement si l'on souhaite confier le marché à un petit fournisseur. Mais il arrive cependant, les enquêtes le notent également, que des marchés utilisant ces critères soient attribués à un type de fournisseur tout à fait différent de celui qu'il est supposé avantager.

On en trouve un exemple dans le panel où une BM a modifié de façon importante ses critères de choix entre deux marchés passés après 2004 en accordant la note maximale aux critères « délais » et « service après vente »³². Cette modification des critères n'a pas eu de conséquence sur la nature des attributaires, qui sont restés des librairies locales. Il faudrait sans doute davantage d'éléments sur le contexte et le déroulement de ce marché, mais cet exemple pourrait finalement laisser penser que les critères en tant que tels sont « neutres », mais que c'est à la fois la définition des modalités d'appréciation du critère lors de la phase de conception du marché et la lecture qui en est faite lors de l'analyse des offres au sein de chaque commission d'appel d'offres qui, plus que le critère lui-même, sont déterminantes pour l'attribution finale.

³⁰ Bien que certains lots uniques soient parfois attribués conjointement à plusieurs attributaires (cf. par exemple la BU de Bordeaux 3 dans l'annexe 3)

³¹ Notons que cet effet générationnel est, de façon optique, renforcé par le calendrier largement concomitant de la deuxième génération des marchés passés après la loi (autour de 2007/2008). Cette concomitance résulte à la fois de l'obligation faite aux collectivités par l'article 6 de la loi du 18 juin 2003 de résilier leurs marchés en cours dans un délai d'un an suivant l'entrée en vigueur de la loi – qui a eu pour conséquence qu'une grande partie des marchés de 1^{re} génération a été passée en 2004 – et de la limitation par le CMP de la durée des marchés à bons de commande à 3 puis 4 ans.

³² BM de Tours, marchés 2004 et 2007.

Conclusion : Une contribution importante pour l'évaluation des effets de la loi de 2003

Si elle porte, par nature, sur un champ beaucoup plus restreint que celui des données Sofia, l'analyse des générations de marchés à travers les avis publiés au BOAMP et au JOUE constitue cependant **un complément précieux** à la photographie très précise des marchés d'achats de livres des bibliothèques que les données recueillies par la Sofia permettent d'obtenir depuis 2005.

• En premier lieu parce qu'elle permet de **resituer les évolutions intervenues depuis 2005 dans une perspective de plus long terme**, et en particulier **d'appréhender l'impact du plafonnement des rabais** introduit par la loi de 2003.

Le fait que, compte tenu de l'étroitesse de la base au début de la période étudiée et du caractère extrêmement variable des informations contenues dans les avis, l'analyse ne puisse avoir été menée que sur un nombre limité d'observations (49 dans la présente étude), est en partie compensée par le fait que ce nombre réduit d'observations représente une partie significative du volume d'achat des bibliothèques, la publication d'avis sur les supports nationaux concernant essentiellement en début de période les marchés les plus importants.

Elle constitue donc **une contribution importante pour l'évaluation des effets de cette loi** sur l'organisation du marché de la fourniture de livres aux bibliothèques et sur l'accès des librairies à ce marché. Les conclusions de l'étude qui a été menée vont dans le même sens que les éléments partiels qui ressortaient d'autres travaux :

- **la position de la librairie sur les marchés de bibliothèques étudiés est nettement plus favorable après la loi de 2003** qu'elle ne l'était avant, malgré le léger reflux observé à la 2^e génération de marchés passés après la loi, reflux auquel semblent avoir échappé quelques très grandes librairies ;
- cette amélioration de l'accès des librairies aux marchés de bibliothèques constitue une tendance majoritaire, mais ne s'est pas produite sur une minorité non négligeable de marchés (un peu moins de 20 % des marchés étudiés) ;
- sur le type de marchés étudiés, où **le rabais accordé par les fournisseurs s'élevait en moyenne à 24 %** (23 % pour les libraires) sur la période 1999-2001, mais pouvait atteindre jusqu'à 27 %, 28 %, voire 30%, **la loi a donc considérablement ouvert le jeu** en permettant aux librairies, qui ne pouvaient offrir aux bibliothèques des rabais aussi élevés que leurs concurrents spécialisés compte tenu de frais de structure plus élevés (loyers en centre-ville, frais de personnel) et d'une moindre rotation des stocks, de se maintenir ou de revenir sur ces marchés sans mettre l'économie de leur entreprise en péril.

Il n'en reste pas moins que **sur les marchés moins importants** qui, jusqu'en 2004, ne faisaient pas l'objet de procédures formalisées (et ne sont donc pas représentés dans le panel étudié), la conjonction de la formalisation des marchés et de la nationalisation des mesures de publicité entraînés par la **réforme du Code des marchés de 2004** s'est traduit pour les librairies locales et spécialisées par un **durcissement de la concurrence sur leur zone de chalandise** et, pour une partie importante d'entre eux, par une **dégradation de leur marge commerciale** sur leurs ventes aux bibliothèques résultant de l'addition de la tendance à l'alignement sur le rabais maximum de 9 % dans les marchés formalisés et du prélèvement de 6 % pour le droit de prêt sur le prix des ouvrages vendus. Les enquêtes en région menées dans le volet qualitatif du dispositif d'étude apportent de nombreux témoignages en ce sens.

- En second lieu parce qu'elle permet – malgré les contraintes que représentent l'exploitation des avis à des fins statistiques – de mener des analyses que ne permet pas l'exploitation des données Sofia, dont l'utilisation est subordonnée à leur anonymisation et leur agrégation : suivre l'évolution, génération après génération, des marchés de livres passés par une collectivité.

Les avis de marchés continuent donc de constituer un matériau intéressant tant pour les approches territoriales pour pour les travaux d'évaluation de l'impact des procédures sur l'organisation des marchés de fourniture de livres aux collectivités ³³.

En ce sens, l'apparition, avec la Sofia, d'une nouvelle source de données potentiellement quasi exhaustive sur les flux de vente de livres en direction des bibliothèques ne rend pas pour autant caduc le recueil de ces avis de marchés, d'autant que la généralisation du recours à la publication au BOAMP et au JOUE aux alentours de 2005 fait que le matériau disponible pour une analyse des évolutions des attributions depuis l'application de la loi est plus important qu'il ne l'était au début de la période couverte par la présente étude.

³³ La mention de la procédure de marché figure dans les formulaires de déclaration à la Sofia. Mais, ce champ étant facultatif, il est assez peu renseigné dans les déclarations et ne permet donc pas d'analyser les données en fonction du type de procédure.